

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)****N° 110.25-03.INVEST****Procédure adaptée avec publicité avec mise en concurrence**

Objet : Fourniture de prestations de maintenance ainsi que la fourniture de pièces détachées pour des équipements de laboratoire de L'Agence Générale des Equipements et Produits de Santé – Assistance Publique des Hôpitaux de Paris

AP-HP	Consultation n° 110.25-03.INVEST	AGEPS
CCAP	Du 27/10/2025	1 / 12

SOMMAIRE

Article 1 : DESCRIPTION DU MARCHE	3
1.1 Objet.....	3
1.2 Forme.....	3
1.3 Durée	3
1.4 Définition de la prestation	3
1.5 Clause de variation de la prestation dans le temps.....	3
1.6 Classification CPV	3
1.7 Montants du marché	3
Article 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
Article 3 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS	4
3.1 Contenu et forme du prix	4
3.2 Évolution du prix	4
Article 4 : REALISATION DES PRESTATIONS OU DES LIVRAISONS	5
4.1 Commandes.....	5
4.2 Service fait	6
Article 5 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHE	6
5.1 Contrôle	6
5.2 Suivi du marché	7
5.3 Modifications du marché public	7
5.4 Garantie	7
Article 6 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	7
6.1 Données statistiques	7
6.2 Certificats	7
6.3 Secret professionnel	7
6.4 Accès aux établissements – Identification.....	8
6.5 Grèves	9
6.6 Diffusion des fiches techniques	9
6.7 Vente à des tiers.....	9
Article 7 : FACTURATION – PAIEMENT.....	9
7.1 Facturation.....	9
7.2 Paiement.....	10
7.3 Escompte pour paiement rapide.....	10
7.4 Devise utilisée pour le marché.....	10
Article 8 : ASSURANCES	10
Article 9 : NANTISSEMENT.....	11
Article 10 : RETENUE DE GARANTIE	11
Article 11 : PENALITES EN CAS DE RETARD.....	11
Article 12 : RESILIATION	11
12.1 Résiliation pour faute grave	Erreur ! Signet non défini.
12.2 Autres cas de résiliation.....	1 Erreur ! Signet non défini.
Article 13 : LITIGES	12
Article 14 : DEROGATIONS	12

Article 1 : DESCRIPTION DU MARCHE

1.1 Objet

Le marché a pour objet la **FOURNITURE DE PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET DE PIÈCES DÉTACHÉES POUR DES EQUIPEMENTS DE LABORATOIRE** situé sur le site de l'AGEPS Paris.

1.2 Forme

Le marché est à prix global forfaitaire et unitaire au sens de l'article R. 2112-6 du Code de la commande publique.

Le marché résulte d'un accord cadre multi-titulaire et s'exécutera dans les conditions prévues aux articles R.2162-1, R.2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique (CCP). Il s'agit d'une procédure adaptée soumise notamment aux dispositions de l'article R. 2123-1 du CCP.

1.3 Durée

Le marché est conclu pour une période de **3 ans** à compter de la date de notification.

Pour les marchés de fournitures :

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations complémentaires et /ou similaires conformément aux articles R.2122-1 à R.2122-9-1 du Code de la commande publique.

Pour les marchés de service ou de travaux :

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations complémentaires et /ou similaires conformément aux articles R.2122-1 à R.2122-9-1 du Code de la commande publique.

1.4 Définition de la prestation

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.5 Clause de variation de la prestation dans le temps

Conformément aux articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique, la prestation ou la fourniture faisant l'objet de marché pourra être complétée en cas de nécessité sur demande du Pouvoir adjudicateur.

1.6 Classification CPV

Les références à la nomenclature européenne (CPV) associées à la présente consultation sont les suivantes : 51430000 ; 50324100

1.7 Montants du marché

Le marché ou accord-cadre résultant de cette consultation sera sans montant minimum et comportera un montant maximum.

Article 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

AP-HP	Consultation n° 110.25-03.INVEST	AGEPS
CCAP	Du 27/10/2025	3 / 12

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières et techniques ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services, (CCAG FCS) approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021 publié au Journal Officiel de la République Française n°0078 du 1er avril 2021
- Les bons de commande
- Tout document déposé avec l'offre.

Article 3 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS

3.1 Contenu et forme du prix

Le marché est traité à prix unitaire et forfaitaire. Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux prestations précédées d'un bon de commande.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais administratifs, de facturation, de port et d'emballage.

3.2 Évolution du prix

Le prix est révisable

- **À tout moment en cas de baisse de prix des articles en marché ou accord-cadre**, que le titulaire s'engage à répercuter sur les prix consentis à l'AGEPS dans un délai de trente (30) jours à compter de la date d'effet de la baisse de prix
- **A la date anniversaire**, la demande de révision des prix devra être formulée **par lettre recommandée avec accusé de réception** (sous peine de forclusion), par le titulaire, **30 jours avant la date d'anniversaire de la notification du marché** à la Direction de l'investissement à l'adresse suivante :

AGEPS

Direction de l'Investissement
7 rue du Fer à Moulin
75005 PARIS

Selon les indices et formules suivants :

ICTrev-TS : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Dans le secteur : Industrie mécanique et électrique (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 Identifiant 001565183 (indice connu à la date de consultation): valeur **144,6** en **juin 2025** (m à j. 16/09/2025).

Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A10 BE – Ensemble de l'industrie Prix de marché – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010534796 (indice provisoire connu à la date de consultation): valeur **(p)119,1** en **août 2025** (màj. 30/09/2025)

TCH Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Transports, communications et hôtellerie Identifiant 001763861
(Indice connu à la date de consultation): valeur **122,04** en **août 2025** (m à j. 12/09/2025).

AP-HP	Consultation n° 110.25-03.INVEST	AGEPS
CCAP	Du 27/10/2025	4 / 12

ICC : Construction logement - Indice du Coût de la Construction - ICC - Moyenne associée au dernier indice trimestriel. Identifiant : 0604030 (indice connu à la date de consultation): valeur **2086** au **2^{ème} trimestre 2024**, (m à j. 23/09/2025).

Formule utilisée :

$$P_{n+1} = P_n (0,15 + \frac{0,85 \times ((0,90 \times ICHTrev-TS_{n+1}) + (0,10 \times (0,43 \times A10 BE_{n+1} + 0,47 TCH_{n+1} + 0,10 ICC_{m-3})))}{(0,90 \times ICHTrev-TS_n) + (0,10 \times (0,43 \times A10 BE_n + 0,47 TCH_n + 0,10 ICC_n))})$$

Dans laquelle :

P_{n+1} = Prix de règlement après la première révision
 P_n = Prix de l'offre figurant dans l'acte d'engagement

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Clause de sauvegarde :

Cependant, si le taux de la révision dépasse 2%, l'AGEPS se réserve le droit de ne pas donner suite à la proposition résultant de l'application de la formule et d'engager une négociation sur le taux à appliquer.

Dans le cas où aucun accord après négociation n'est possible entre les deux parties, l'AGEPS se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité pour le titulaire, la partie non exécutée du marché dans les conditions décrites ci-après : le marché est résilié le premier jour du 7^{ème} mois à compter de la date d'effet de la révision. Durant cette période, les prix pratiqués sont les prix révisés dans la limite de la clause butoir.

Clause butoir :

La variation de prix annuelle résultant de la révision est plafonnée à +/-3%. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Clause de réexamen du prix

En application des articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique, les conditions d'exécution financière du marché pourront être adaptées en cas de survenance d'événements susceptibles d'altérer l'équilibre financier du marché en cours d'exécution.

Article 4 : REALISATION DES PRESTATIONS OU DES LIVRAISONS

Les commandes seront passées au moyen de bons de commande signés par le Directeur de l'établissement ou son représentant au fur et à mesure des besoins.

4.1 Commandes

Elles seront établies par l'AGEPS et transmises au titulaire par mail. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) à rappeler sur le bon de livraison ou d'intervention et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les dates, heures et lieux de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Le titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par l'AGEPS pour pallier ses défaillances éventuelles. Toutefois, une sous-traitance totale (100%) est interdite.

La durée de validité des bons de commande ne pourra excéder 3 mois après la fin du marché.

AP-HP	Consultation n° 110.25-03.INVEST	AGEPS
CCAP	Du 27/10/2025	5 / 12

L'émission de bons de commande pourra intervenir dès la notification du marché et jusqu'au dernier jour du marché afin de permettre une livraison ou une prestation à la date de début de marché, sous réserve que l'A.G.E.P.S. n'ait pas demandé la résiliation anticipée du marché.

Des prestations complémentaires pourront être demandées pendant la durée du marché. Ces prestations seront introduites au marché par voie d'acte modificatif, après validation par l'AGEPS.

Si la société titulaire du marché est située dans un autre Etat membre de l'union européenne, tout bon de commande adressé au titulaire du marché par l'AGEPS sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'AP-HP : **FR95267500452**

NB : Pendant l'exécution de ce marché, une prestation non décrite dans cette annexe financière nécessitera la validation au préalable de l'AGEPS avant toute intervention. Dans ce cas, le titulaire du marché devra transmettre une décomposition de son offre sur l'ensemble des lignes.

4.2 Service fait

La première livraison ou intervention pourra avoir lieu dès la date de début du marché.

La dernière livraison ou intervention ne pourra avoir lieu que 3 mois au plus tard après la période de validité du marché.

Chaque livraison ou prestation devra être accompagnée d'un bon de livraison ou d'intervention.

Ce bordereau mentionnera obligatoirement :

- La date d'expédition ;
- La référence du bon de commande (n° et date) ;
- L'identification du titulaire du marché ;
- L'identification des fournitures livrées ou de la prestation (nature, quantités et la répartition par colis s'il y a lieu) ;
- Le n° du marché.

Les livraisons seront effectuées en accord avec le responsable d'approvisionnement de chaque service et selon les conditions définies par celui-ci.

Toute livraison ou constatation d'intervention donnera lieu automatiquement à des réserves qui ne seront levées qu'après examen de la conformité des produits ou prestations avec les clauses spécifiques indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières et les échantillons déposés par le fournisseur et acceptés par l'AGEPS.

Toute non-conformité liée au cahier des clauses techniques particulières et observée par l'AGEPS pourra entraîner un refus de livraison ou d'intervention.

Article 5 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHE

5.1 Contrôle

L'AGEPS se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution du marché.

AP-HP	Consultation n° 110.25-03.INVEST	AGEPS
CCAP	Du 27/10/2025	6 / 12

5.2 Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou la livraison ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur donnera lieu à l'émission d'une lettre de non-conformité éditée par l'AGEPS et communiquée au titulaire.

Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée au Directeur de l'Investissement de l'AGEPS.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux lettres de non-conformité ou de non amélioration de la prestation ou la livraison, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché sera résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

5.3 Modifications du marché public

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des fournitures, des prestations de travaux, ou des prestations de service nouvelles en lien avec l'objet du marché qui ne seraient pas identifiées à ce jour.

5.4 Garantie

Les fournitures seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

Article 6 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1 Données statistiques

Sans objet

6.2 Certificats

Le titulaire est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre quelle que soit la date de début de marché ou accord-cadre et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché ou accord-cadre. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord-cadre devront obligatoirement se créer un compte, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à la notification.

6.3 Secret professionnel

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

AP-HP	Consultation n° 110.25-03.INVEST	AGEPS
CCAP	Du 27/10/2025	7 / 12

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire transmis, ne puissent être ni utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du Représentant du Pouvoir Adjudicateur. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois 3 ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

6.4 Accès aux établissements – Identification

Toute personne devant intervenir sur site doit avoir un casier judiciaire vierge (B3 sans inscription). La société s'engage à le vérifier avant la première intervention sur site et à faire une vérification annuelle (année calendaire). L'AGEPS pourra exiger, à tout moment, la preuve de cette vérification. **Chaque intervenant possèdera une attestation d'autorisation de travail pour l'AGEPS.** Celle-ci sera délivrée par l'employeur et datée à la dernière date de vérification du casier judiciaire avec une durée de validité de 12 mois.

Toute personne intervenant sur site est soumise au règlement intérieur ou tout autre mesure liée à la sécurité (ex : Niveau du Plan Vigipirate en vigueur, ...)

Une liste des intervenants réguliers devra être envoyée avant toute intervention et réactualisée à chaque changement

Pour les personnes intervenantes occasionnellement, l'information doit être signifiée à l'AGEPS par mail aux adresses suivantes: accueil-securite.nanterre@aphp.fr, samir.larras@aphp.fr et loan.leroux@aphp.fr

Une pièce d'identité originale devra obligatoirement être présentée au Poste Central de Sécurité (PCS) pour l'accès au site (Pas de photo sur le téléphone, photocopie, ...)

Les tenues professionnelles et équipements de Protection Individuel (EPI) sont obligatoires sur site

Tout intervenant devra intervenir uniquement dans les zones qui lui seront attribuées et autorisées

Tout intervenant devra être accompagné ou muni d'un badge attribué par le Poste Central de Sécurité PCS qu'il portera sur lui de manière visible pour être identifié à tout moment

L'utilisation du téléphone portable sur les plateformes (SAD et Lautrec) est strictement interdite

Toute personne présente dans le véhicule en dehors du chauffeur doit justifier de sa présence par une attestation et une information doit être transmise au préalable par mail (adresses ci-dessus) sous peine de se voir refuser l'accès au site.

AP-HP	Consultation n° 110.25-03.INVEST	AGEPS
CCAP	Du 27/10/2025	8 / 12

Tout chauffeur doit obligatoirement faire le tour de son véhicule pour s'assurer de la bonne fermeture de toutes les portes ou issues avant son départ du site

Tout chauffeur s'engage à signaler tout dégât causé auprès du Poste Central de Sécurité (PCS) et établir le constat si nécessaire dans l'immédiat

Tout chauffeur doit être obligatoirement être en possession d'un constat dans son véhicule et d'un extincteur adapté pour le transport de marchandises

La société s'engage à accepter qu'à l'entrée de l'établissement une inspection visuelle des véhicules de livraison soit faite par des agents privés de sécurité.

La signature du contrat vaut pour acceptation de toutes les mesures de sécurité précitées.

6.5 Grèves

En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables, en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, l'AGEPS y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AGEPS.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

6.6 Diffusion des fiches techniques

Le titulaire doit fournir à l'AGEPS sous format PDF l'ensemble des fiches techniques (une fiche technique par article) des produits retenus au marché. Elles devront parvenir dans les meilleurs délais, au plus tard un mois, à compter de la réception de la lettre attribuant le projet de marché.

6.7 Vente à des tiers

Le titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris ou AGEPS, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

Article 7 : FACTURATION – PAIEMENT

7.1 Facturation

En application du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures doivent être adressées sous format électronique via un portail de facturation dénommé Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Les factures doivent correspondre très exactement au(x) bon(s) de commande établis par le maître d'ouvrage.

AP-HP	Consultation n° 110.25-03.INVEST	AGEPS
CCAP	Du 27/10/2025	9 / 12

Les factures devront indiquer les mentions suivantes :

- les n° des bons de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45 ou ordre de service);
- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- la désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- le numéro de marché ;
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

7.2 Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales FCS.

Conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-11 du code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de **50 jours** à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

7.3 Escompte pour paiement rapide

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire.

7.4 Devise utilisée pour le marché

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur conclura le marché en Euro (€) (EUR).

Article 8 : ASSURANCES

Le titulaire doit justifier d'une assurance en cours de validité contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes.
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation.

AP-HP	Consultation n° 110.25-03.INVEST	AGEPS
CCAP	Du 27/10/2025	10 / 12

- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Article 9 : NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L.2191-8 du Code de la commande publique.

Article 10 : RETENUE DE GARANTIE

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

Article 11 : PENALITES EN CAS DE RETARD

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas rempli ses obligations dans les délais ou pour les quantités fixées par le bon de commande, ou ne l'aurait pas fait en qualité recevable, il serait passible envers l'AGEPS, à titre de dommages et intérêts, à partir du jour qui suivra l'expiration des délais, d'une pénalité portant sur la portion de livraison restant à fournir et calculée selon la formule :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

P : montant de la pénalité

V : valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R : nombre de jours de retard

Article 12 : RESILIATION

Il est appliqué à l'ensemble de ce marché le Chapitre 7 « Résiliation » du CCAG FCS (arrêté du 30 mars 2021)

12.1 Résiliation pour faute grave

En cas de non-respect des délais d'intervention exigés aux articles 4.2.2 et 8 du CCTP, la résiliation pour faute du titulaire (selon l'article 41 du CCAG FCS) sera prononcée et notifiée au titulaire sans mise en demeure ni indemnité.

12.2 Autres cas de résiliation

En dehors de la résiliation pour non-respect de nos délais d'intervention, l'AGEPS peut, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent CCAP (particulièrement les articles 5 et 6), le CCTP (particulièrement articles 2,4,5,7,8) ou le CCAG FCS, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure (article 5.2 du CCAP) ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important ou dans les autres conditions prévues au CCAG FCS (Chapitre 7). L'AGEPS se réserve le droit d'appliquer ces dernières nonobstant celles prévues aux articles 5 et 6 du CCAP. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après

AP-HP	Consultation n° 110.25-03.INVEST	AGEPS
CCAP	Du 27/10/2025	11 / 12

Notification à ce dernier, et ce conformément à l'article 45 du chapitre 7 du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

Article 13 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'AGEPS et le titulaire du marché, pourraient être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris 7 rue Jouy, 75004 Paris, est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Article 14 : DEROGATIONS

L'article 11 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14 du CCAG FCS relatif aux « pénalités ».

AP-HP	Consultation n° 110.25-03.INVEST	AGEPS
CCAP	Du 27/10/2025	12 / 12